

PERNOD RICARD

Société anonyme au capital de 411 231 437,75€. Siège social : 12, place des Etats– Unis, 75116 Paris 582 041 943 R.C.S. Paris.

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 31 décembre 2012

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 31 décembre 2012 et est établi conformément aux dispositions des articles L 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

SOMMAIRE

I.	Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel	3
II.	Rapport semestriel d'activité	4
1.	Faits marquants du premier semestre 2012/13	4
2.	Chiffres clés de l'activité	4
3.	Résultat social et report à nouveau de la société-mère	8
4.	Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	8
5.	Perspectives d'avenir	8
6.	Principales transactions entre parties liées	8
III.	Comptes consolidés semestriels condensés	9
IV.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	32

I. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Pierre Pringuet

Directeur Général

II. Rapport semestriel d'activité

1. Faits marquants du premier semestre 2012/13

Le 13 juillet 2012, le Groupe a annoncé la signature d'un accord avec la société Arcus-Gruppen en vue de la cession des aquavits danois Aalborg et Brøndums, de l'aquavit allemand Malteserkreuz Aquavit ainsi que de l'amer danois Gammel Dansk. La transaction inclut également la cession du site de production d'Aalborg au Danemark. La cession s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Groupe visant à se concentrer sur ses marques prioritaires. Pernod Ricard a annoncé la réalisation de la cession le 4 janvier 2013.

Le 17 août 2012 le Groupe a annoncé la disparition soudaine de Monsieur Patrick Ricard, après laquelle les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité du Conseil d'Administration du 29 août 2012:

- Madame Danièle Ricard est nommée Présidente du Conseil d'Administration ;
- Monsieur Pierre Pringuet est nommé Vice-président du Conseil d'Administration tout en poursuivant son mandat de Directeur Général du Groupe ;
- Monsieur Alexandre Ricard, sur proposition de Monsieur Pierre Pringuet, est nommé Directeur Général Délégué. Par ailleurs, il est coopté administrateur en remplacement de Monsieur Patrick Ricard ;
- Monsieur Paul-Charles Ricard, sur proposition de la SA Paul Ricard, est désormais représentant permanent de cette dernière, en remplacement de Monsieur Alexandre Ricard.

Ces nominations traduisent l'intention du Conseil d'Administration de voir Monsieur Alexandre Ricard succéder aux fonctions de Madame Danièle Ricard et de Monsieur Pierre Pringuet, en qualité de Président Directeur Général à l'issue du mois de Janvier 2015, date à laquelle Monsieur Pierre Pringuet aura atteint la limite d'âge statutaire pour les fonctions de Directeur Général.

2. Chiffres clés de l'activité

Au cours du premier semestre de son exercice 2012/13 (du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012), caractérisé par un environnement économique globalement moins porteur, en particulier en Europe du Sud, Pernod Ricard a réalisé une bonne performance sur un semestre impacté par des effets techniques importants :

- ✓ une progression du chiffre d'affaires (croissance interne* de +3%), impactée par (i) une base de comparaison très défavorable en France due à l'effet sur-stockage au 1^{er} semestre 2011/12 avant hausse de droits d'accises (à partir du 1^{er} janvier 2012) et (ii) un nouvel an chinois plus tardif et (iii) et des effets devises favorables. *Hors ces effets techniques* (i, ii) la croissance interne* du chiffre d'affaires s'élève à +5%;
- ✓ une amélioration du taux de marge brute à 63,1% reflétant une plus forte progression des marques du Top 14;
- ✓ un investissement publi-promotionnel renforcé et une politique soutenue d'innovation ;
- ✓ une marge opérationnelle (résultat opérationnel courant / chiffre d'affaires) qui s'établit à 29,7% (en baisse de -15 pbs; hors effets techniques +68 pbs) malgré des investissements toujours soutenus, tant derrière les marques qu'au niveau des réseaux commerciaux :
- ✓ un résultat net courant part du Groupe qui atteint 857 M€, soit une hausse de +2% par rapport au premier semestre 2011/12; celui-ci reflète les éléments cités précédemment;
- ✓ un résultat net part du Groupe qui atteint 847 M€, en progression de +6% par rapport au premier semestre de l'exercice 2011/12;
- ✓ une réduction de la dette nette après l'effet devises favorable; la dette nette atteint 9 148 M€ au 31 décembre 2012 vs 9 363 M€ au 30 juin 2012.

4

^{*} La croissance interne du chiffre d'affaires se comprend comme la croissance à change et périmètre constants

Résultat opérationnel courant

Groupe

			Croissance interne*		
(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois	En MEUR	En %	
Chiffre d'affaires	4 614	4 907	116	3%	
Marge brute après coûts logistiques	2 863	3 096	98	3%	
Frais publi-promotionnels	- 817	- 888	- 30	4%	
Contribution après frais publi-promotionnels	2 046	2 208	68	3%	
Résultat opérationnel courant	1 379	1 459	13	1%	

Le chiffre d'affaires consolidé (hors droits et taxes) de Pernod Ricard au 1^{er} semestre 2012/13 s'élève à 4 907 M€ contre 4 614 M€ au 1^{er} semestre 2011/12, soit une progression de +6% qui résulte :

- d'une croissance interne* de +3%, avec la poursuite d'une croissance valeur soutenue par les marques stratégiques, y compris une excellente progression de Martell et de Jameson, le dynamisme des whiskies indiens, et un effet mix-prix toujours très favorable sur les marques du Top 14. Au niveau des marchés : (i) la croissance reste forte quoique un peu plus modérée que l'an dernier sur les marchés émergents, avec la Chine et l'Inde comme principaux moteurs; (ii) l'activité est contrastée sur les marchés développés, avec une accélération aux Etats-Unis et un environnement toujours difficile en Europe du Sud, notamment en Espagne; (iii) la baisse en France est largement liée aux effets techniques et conjoncturels. Pernod Ricard gagne, cependant, des parts de marché;
- ✓ d'un effet devises favorable de +5% principalement lié à la hausse, en taux moyen, du dollar américain et du yuan chinois, mais aussi à celle de certaines autres devises (won coréen, dollar canadien,...);
- √ d'un effet périmètre de -1%, principalement lié aux cessions de certaines activités canadiennes.

La marge brute après coûts logistiques atteint 3 096 M€, en hausse de +8%, soit une croissance interne* de +3% et un effet devises de +5%. L'amélioration sensible du taux de marge brute, qui passe de 62,1% à 63,1%, soit une hausse de +100 pbs, résulte d'une plus forte progression des marques du Top 14, d'un effet mix/prix favorable et d'une bonne maîtrise du coût des marchandises vendues.

Les investissements publi-promotionnels progressent, atteignant 888 M \in (+9%) avec des investissements alloués aux marques et aux marchés prioritaires et témoignent de la volonté du Groupe de développer ses marques stratégiques sur le long terme. Ils représentent 22% du chiffre d'affaires sur le Top 14. Au total, le ratio investissements publi-promotionnels / chiffre d'affaires atteint 18,1% sur le premier semestre 2012/13, comparé aux 17,7% sur la même période de l'exercice précédent.

Au total, la contribution après frais publi-promotionnels augmente de +8% à 2 208 M \in , soit une croissance interne* de +3%. Elle représente 45,0% du chiffre d'affaires, en hausse de +75 pbs, par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant progresse de +6% à 1 459 M€, soit une croissance interne* de +1%, un effet devises favorable de +6% et un effet périmètre légèrement négatif. Le taux de marge opérationnelle s'élève à 29,7%, en légère baisse de -15 pbs par rapport à l'exercice précédent. Hors effets techniques, le résultat opérationnel courant progresse de 7% (croissance interne), soit une marge en progression de 68 pbs.

Activité par zone géographique

France :

Croissance interne 31/12/2011 31/12/2012 En MEUR (En millions d'euros) En % 6 mois 6 mois Chiffre d'affaires..... 517 374 -143-28%Marge brute après coûts logistiques 386 259 -120-31%Frais publi-promotionnels -121- 93 27 -23%Résultat opérationnel courant..... 174 80 88 - 51%

^{*} La croissance interne du chiffre d'affaires se comprend comme la croissance à change et périmètre constants

Europe hors France:

			Croissance interne*		
(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois	En MEUR	En %	
Chiffre d'affaires	1 232	1 245	-7	- 1%	
Marge brute après coûts logistiques	731	744	4	1%	
Frais publi-promotionnels	- 176	- 193	- 13	7%	
Résultat opérationnel courant	339	326	- 14	- 4%	

Amérique:

			Croissance interne*	
(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois	En MEUR	En %
Chiffre d'affaires	1 166	1 282	73	6%
Marge brute après coûts logistiques	721	831	63	9%
Frais publi-promotionnels	- 204	- 243	- 26	13%
Résultat opérationnel courant	338	378	19	6%

Asie et reste du monde :

			Croissance interne*		
(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois	En MEUR	En %	
Chiffre d'affaires	1 699	2 005	193	11%	
Marge brute après coûts logistiques	1 025	1 262	151	15%	
Frais publi-promotionnels	- 317	- 359	- 18	6%	
Résultat opérationnel courant	527	674	97	19%	

- ✓ En France, le recul du résultat opérationnel courant de -51% est largement amplifié par des effets techniques : vente à la hausse en décembre 2011 avant l'augmentation des droits d'accises au 1^{er} janvier 2012 (sur-stockage). Par ailleurs, les effets conjoncturels ont pesé sur le résultat opérationnel. Ils comprennent notamment : un reliquat de stockage sur le premier trimestre 2012/13 ; des niveaux de stocks plus bas chez certains distributeurs au profit des stocks de bière avant des droits d'accises sur cette dernière au 1^{er} janvier 2013 ; des offres promotionnelles non renouvelées par la grande distribution au premier semestre ; et une baisse de consommation suite à la hausse des droits sur les spiritueux. Ces effets techniques et conjoncturels sont désormais derrière nous.
- ✓ En Europe hors France, le résultat opérationnel courant baisse de -4% (croissance interne*), impacté par une forte progression des investissements publi-promotionnels en Russie avant la mise en place de restrictions publicitaires 1^{er} janvier 2013 et par des investissements sur Ritual en Espagne pour soutenir ce produit stratégique. Les frais de structure ont été alloués en priorité aux marques et aux marchés les plus prometteurs. L'activité est en forte croissance en Europe de l'Est et en léger recul dans le reste de l'Europe, principalement imputable à l'Europe du Sud, avec des situations qui restent très contrastées selon les pays et les catégories.
- ✓ Le résultat opérationnel courant de la région **Amérique** est en amélioration, avec une croissance interne* de +6%. L'appréciation du taux moyen du dollar américain génère un effet devises très favorable de +8% sur le résultat opérationnel courant de la région. L'impact périmètre s'élève à -2%.
- ✓ Très forte croissance de +28% en Asie/Reste du Monde (croissance interne* de +19% qui résulte notamment du dynamisme de Martell en Chine, des whiskies locaux en Inde et de certains autres marchés émergents. La croissance en Asie a été pénalisée par des effets techniques (Nouvel An Chinois célébré plus tard en 2013 qu'en 2012 ...). Une amélioration de l'effet mix-prix et des économies d'échelle pour les investissements publi-promotionnels sur les principaux marchés et marques ont contribué à la bonne performance.

^{*} La croissance interne du chiffre d'affaires se comprend comme la croissance à change et périmètre constants

Résultat net courant part du Groupe

	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
En millions d'euros		
Résultat opérationnel courant.	1 379	1 459
Résultat financier courant.	-233	-272
Impôt sur les bénéfices courant.	-283	-319
Résultat des activités abandonnées, intérêts des minoritaires et quote-part du résultat net des		
entreprises associées.	-19	-11
Résultat net courant part du Groupe.	843	857
Résultat net courant part du Groupe par action dilué (en euros)	3,19	3,22

Résultat financier courant part du Groupe

Le résultat financier courant s'établit à (272) M€ soit une baisse de 39 M€ par rapport à la période précédente. Au 1er semestre 2012/13, le coût moyen de la dette s'établit à 5,4%, contre 4,9% au premier semestre de l'année précédente. Cette hausse est essentiellement due au refinancement de la dette entraînant :

- ✓ une part obligataire plus importante (>80%) dans un contexte de raréfaction du crédit bancaire,
- ✓ un rallongement de la maturité moyenne (proche de 7 ans),
- ✓ la sécurisation des taux long-terme attractifs (part à taux fixe > 90%).

Pour l'exercice 2012/13, le coût moyen de la dette devrait être proche de celui du premier semestre. Pour l'exercice 2013/14, une baisse significative est attendue ; le coût moyen de la dette est estimé à 5%.

Endettement

La dette nette s'établit à 9 148 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 9 363 M€ au 30 juin 2012, en baisse de 215 M€ du fait d'un effet de change favorable.

Retraitée de l'effet change, la dette reste quasi-stable à 9 397 M€.

Impôt sur les bénéfices courant

L'impôt sur les éléments courants s'élève à (319) M€, soit un taux d'impôt courant de 26,8% comparé à 24,7% sur le premier semestre 2011/12. L'augmentation du taux d'impôt résulte essentiellement de l'impact des réformes fiscales en France. Pour l'exercice 2012/13, le taux d'impôt sur les bénéfices courants devrait être proche de celui du premier semestre.

Résultat net courant part du Groupe

Le résultat net courant part du Groupe s'élève à 857 M€ au 31 décembre 2012, en augmentation de +2%, la croissance ayant été limitée par les impacts du refinancement sur le coût moyen de la dette et de la réforme fiscale française sur le taux d'impôt.

Résultat net part du Groupe

	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
En millions d'euros		
Résultat opérationnel courant	1 379	1 459
Autres produits et charges opérationnels	- 53	-101
Résultat opérationnel	1 325	1 358
Résultat financier courant.	- 233	-272
Autres éléments financiers non courants	- 40	-0
Impôt sur les sociétés	-233	-228
Résultat des activités abandonnées, intérêts des minoritaires et quote-part du résultat net		
des entreprises associées.	- 19	-11
Résultat net part du Groupe.	800	847

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (101) M€ au 31 décembre 2012 et comprennent :

- ✓ des plus-values sur cessions d'actifs pour 32 M€,
- ✓ des dépréciations d'actifs pour (73) M€, dont (64) millions résultant en particulier d'un test de perte de valeur sur Brancott Estate,
- ✓ des charges nettes de restructuration pour (17) M€,
- ✓ des autres produits et charges non courants pour (43) M€.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe s'élève à 847 M€, soit une hausse de +6%.

3. Résultat social et report à nouveau de la société-mère

Le résultat social et le report à nouveau de la société-mère Pernod Ricard S.A. s'élèvent à, respectivement, 53 M€ et 559 M€ au 31 décembre 2012.

4. Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont détaillés dans le chapitre « Gestion des risques » du document de référence 2011/12, disponible sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers et sur le site de Pernod Ricard.

Cette analyse des risques reste valable pour l'appréciation des risques majeurs pour les six mois restants de l'exercice.

5. Perspectives d'avenir

Au premier semestre 2012/13, Pernod Ricard a réalisé une bonne performance, dans un environnement macro-économique, comme prévu moins favorable, et ce malgré des effets techniques significatifs, désormais derrière nous.

Les moteurs de la croissance du Groupe restent les mêmes :

- ✓ Premiumisation et Innovation ;
- ✓ Top 14 et whiskies indiens ;
- ✓ les marchés émergents et les Etats-Unis.

Pernod Ricard réitère l'objectif d'une croissance interne du résultat opérationnel courant proche de 6% pour l'ensemble de l'exercice 2012/13.

6. Principales transactions entre parties liées

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent document.

III. Comptes consolidés semestriels condensés

1. Compte de résultat consolidé semestriel.

(En millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2012	Notes
Chiffre d'affaires	4 614	4 907	
Coût des ventes	. – 1 751	-1810	
Marge brute après coûts logistiques	2 863	3 096	
Frais publi–promotionnels	. – 817	- 888	
Contribution après frais publi-promotionnels	2 046	2 208	
Frais commerciaux et généraux	. – 667	- 749	
Résultat opérationnel courant	. 1 379	1 459	
Autres produits opérationnels	. 28	45	6
Autres charges opérationnelles	81	- 146	6
Résultat opérationnel	. 1 325	1 358	
Charges financières	. – 290	- 284	
Produits financiers	17	11	
Résultat financier	_ 273	- 272	5
Impôt sur les bénéfices	. – 233	- 228	7
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	. 1	0	
Résultat net des activités poursuivies	. 820	858	
Résultat net des activités abandonnées		-	
Résultat net	. 820	858	
Dont:			
- Part des participations ne donnant pas le contrôle	. 20	11	
- Part du Groupe	800	847	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	3.05	3.22	8
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	-	3,18	8
r	3,00	3,10	~
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités			
abandonnées) par action de base (en euros)	3,05	3,22	8
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités			
abandonnées) par action après dilution (en euros)	. 3,03	3,18	8

2. Etat du résultat global consolidé semestriel.

(En millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2012
Résultat net de la période	820	858
Eléments recyclables		
Couvertures d'investissements nets	- 226	106
Montant comptabilisé en capitaux propres	- 226	106
Effets d'impôts	-	-
Couvertures de flux de trésorerie	3	36
Montant comptabilisé en capitaux propres	-4	60
Effets d'impôts	6	- 24
Actifs financiers disponibles à la vente	-0	-
Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres	-0	-
Effets d'impôts	-	-
Eléments transférés en résultat		
Couvertures de flux de trésorerie	-31	-5
Montant transféré dans le résultat net	-49	- 10
Effets d'impôts	18	5
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Transfert en résultat du fait d'une cession	-	-
Effets d'impôts	-	-
Différences de conversion	801	- 337
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	545	- 200
Résultat global de la période	1 365	658
Dont:		
- part Groupe	1 342	650
- part des participations ne donnant pas le contrôle	23	8

3. Bilan consolidé semestriel.

	30/06/2012	31/12/2012	
Actif	30/00/2012	31/12/2012	Notes
(En millions d'euros)			
En valeurs nettes			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles	12 234	11 861	9
Goodwills	5 126	5 010	9
Immobilisations corporelles	1 923	1 909	
Actifs biologiques	126	121	
Actifs financiers non courants	294	348	
Titres mis en équivalence	18	17	
Actifs d'impôt différé	1 965	1 758	7
Instruments dérivés non courants	116	123	14
Total actifs non courants	21 802	21 146	
Actifs courants			
Stocks et en-cours	4 295	4 282	10
Créances clients et comptes rattachés	1 289	1 938	10
Actifs d'impôt exigible	29	27	
Autres actifs courants	87	92	
Instruments dérivés courants	34	34	14
Trésorerie et équivalents de trésorerie		878	13
Total actifs courants	6 522	7 251	13
Total actifs courants	0 322	7 231	
Actifs destines à être cédés	52	49	
Total actif	28 375	28 445	

Passif (En millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2012	Notes
Capitaux propres			
Capital	411	411	16
Primes d'émission	3 049	3 052	
Réserves et écarts de conversion	6 197	6 981	
Résultat net part du Groupe	1 146	847	
Capitaux propres Groupe	10 803	11 291	
Participations ne donnant pas le contrôle	169	167	
Total capitaux propres	10 972	11 458	
Passifs non courants			
Provisions non courantes	641	557	12
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	367	351	12
Passifs d'impôt différé	3 126	3 003	7
Emprunts obligataires part non courante	8 044	7 852	13
Autres passifs financiers non courants	1 252	1 091	13
Instruments dérivés non courants	259	216	14
Total passifs non courants	13 689	13 070	
Passifs courants			
Provisions courantes	178	164	12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 130	2 262	
Passifs d'impôt exigible	129	203	
Autres passifs courants	293	88	
Autres passifs financiers courants	727	919	13
Emprunts obligataires part courante	153	225	13
Instruments dérivés courants	97	50	14
Total passifs courants	3 707	3 911	
Passifs destinés à être cédés	7	6	
Total passif	28 375	28 445	

4. Tableau de variations des capitaux propres semestriels.

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de juste valeur	Ecarts de conversion	Actions d'auto- contrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation ouverture 01/07/2011 retraitée	410	3 034	6 854	- 151	- 626	- 216	9 306	190	9 497
Résultat global de la période	-	-	800	- 29	571	-	1 342	23	1 365
Augmentation de capital	1	8	_	-	_	-	9	-	9
Charges liées aux plans de stock options	-	-	15	-	-	-	15	-	15
Acquisition/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	0	0	-	0
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes et acomptes attribués	-	-	- 201	-	-	-	- 201	- 26	- 227
Variations de périmètre	-	-	0	-	-	-	0	-	0
Autres mouvements	-	-	- 5	-	-	-	-5	- 0	- 6
Situation clôture 31/12/2011 retraitée	411	3 042	7 463	- 180	- 55	- 215	10 466	188	10 654

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de juste valeur	Ecarts de conversion	Actions d'auto- contrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation ouverture 01/07/2012 retraitée	411	3 049	7 604	- 167	160	- 254	10 803	169	10 972
Résultat global de la période	-	-	847	31	- 229	-	650	8	658
Augmentation de capital	0	3	-	-	-	-	3	-	3
Charges liées aux plans de stock options	-	-	20	-	-	-	20	-	20
Acquisition/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	38	38	-	38
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-3	-3	-	-3
Dividendes et acomptes attribués	-	-	- 225	-	-	-	- 225	- 11	- 235
Variations de périmètre	-	-	_	-	-	-	-	-	<u>-</u>
Autres mouvements	-	-	5	-	-	-	5	-0	5
Situation clôture 31/12/2012	411	3 052	8 251	-136	- 69	- 218	11 291	167	11 458

5. Tableau des flux de trésorerie consolidés semestriels.

(En millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2012	Notes
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation			
Résultat net – part du Groupe	800	847	
Participations ne donnant pas le contrôle	20	11	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus		- 0	
(Produits) charges financiers		272	5
(Produits) charges d'impôt		228	7
Résultat des activités abandonnées		-	
Dotations aux amortissements d'immobilisations		85	
Variation nette des provisions	- 89	- 52	
Variation nette des pertes de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles	4	73	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	3	-3	
Variation de juste valeur sur les actifs biologiques		- 1	
Résultat des cessions d'actifs	- 15	- 32	6
Charges liées aux plans de stock options	15	18	17
Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts	1 324	1 447	
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	- 296	- 548	15
Intérêts financiers versés	- 262	- 280	
Intérêts financiers reçus	17	8	
Impôts versés	- 125	- 161	
Impôts reçus	4	-	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'exploitation	662	465	
Trésorerie provenant des opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 101	- 143	15
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6	40	15
Variation du périmètre de consolidation	0	_	-
Acquisitions d'immobilisations financières	- 23	- 16	
Cessions d'immobilisations financières		4	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'investissement		- 115	
Trésorerie provenant des opérations de financement			
Dividendes et acomptes versés	- 383	-422	16
Autres variations des capitaux propres	0	3	-
Emissions ou souscriptions d'emprunts	2 078	1 553	15
Remboursements d'emprunts		- 1 409	15
(Acquisition)/cession de titres d'autocontrôle	9	34	-
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations de financement	- 460	- 241	
Trésorerie des activités abandonnées	-	-0	
Augmentation / (diminution) de la trésorerie (avant effet devises)	105	109	
Incidence des écarts de conversion	16	- 18	
Augmentation / (diminution) de la trésorerie (après effet devises)	121	91	
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	774	787	
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	895	878	

6. Annexe aux comptes consolidés semestriels condensés.

Pernod Ricard est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du code de commerce. Elle a son siège au 12, place des Etats-Unis à Paris 16ème arrondissement et est cotée à la Bourse de Paris. Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche.

Le Groupe exerce une activité de production et de vente de vins et spiritueux.

Le 13 février 2013, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2012.

Note 1. – Principes et méthodes comptables.

1. Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au titre de la période close le 31 décembre 2012 ont été établis conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les normes et interprétations du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétations du référentiel IFRS publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 31 décembre 2012.

Il convient de noter que :

- L'exercice de référence du Groupe s'étale du 1er juillet au 30 juin.
- Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis suivant les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2012, sous réserve des évolutions du référentiel comptable présentées au paragraphe 1.3.
- Les comptes consolidés semestriels condensés n'incluent pas toutes les informations requises lors de l'établissement de comptes consolidés annuels et doivent être lus en corrélation avec les comptes consolidés annuels au 30 juin 2012.

Estimations. — L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Au 31 décembre 2012, la direction n'a pas connaissance d'éléments susceptibles de remettre en cause les estimations et les hypothèses retenues pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 30 juin 2012.

Jugements. — En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

2. Saisonnalité.

Les ventes des vins et spiritueux sont traditionnellement affectées par un facteur de saisonnalité, en particulier les produits associés aux fêtes de fin d'année dans des marchés clés. Ainsi, les ventes des six premiers mois de l'exercice sont généralement plus élevées que celles des six derniers mois.

3. Evolution du référentiel comptable.

a) Nouvelles normes, interprétations et amendements appliqués par le Groupe à compter du 1er juillet 2012

L'impact de l'amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global (OCI) », d'application obligatoire à compter du 1^{er} juillet 2012, figure dans l'état du résultat global consolidé semestriel.

b) Normes, interprétations et amendements dont l'application est obligatoire postérieurement au 1er juillet 2012

Les normes applicables à Pernod Ricard à compter du 1er juillet 2013 ou ultérieurement, et dont les effets sur les comptes du Groupe sont en cours d'analyse, sont les suivantes :

- les amendements de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » ,
- l'amendement à IFRS 7 « Information à fournir sur compensation des actifs et passifs financiers »,
- la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- la norme IFRS 11 « Partenariats » ;

- la norme IFRS 12 « Information à fournir sur les participations dans les autres entités » ;
- la norme IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur ».

Les normes applicables à Pernod Ricard à compter du 1er juillet 2013, et dont les effets sur les comptes du Groupe ne seront pas significatifs, sont les suivantes :

- l'amendement à IFRS 1 « Prêts gouvernementaux » ;
- la révision de la norme IAS 27 « Etats financiers individuels » ;
- la révision de la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises ».

Les comptes consolidés annuels ne tiennent pas compte :

- des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC à la date de clôture,
- des nouvelles normes, révisions de normes existantes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées par le Comité de la Réglementation Comptable européen à la date de clôture des comptes consolidés annuels.

Note 2. – Faits marquants de la période.

Le 13 juillet 2012, le Groupe a annoncé la signature pour 103 millions d'euros d'un accord avec Arcus-Gruppen en vue de la cession des aquavits danois Aalborg et Brøndums, de l'aquavit allemand Malteserkreuz Aquavit ainsi que de l'amer danois Gammel Dansk. La transaction inclut également la cession du site de production d'Aalborg au Danemark.

La cession s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Groupe visant à se concentrer sur ses marques prioritaires.

Pernod Ricard a annoncé la réalisation de la cession le 4 janvier 2013.

Note 3. – Périmètre de consolidation.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2012/13, le Groupe n'a conclu aucune acquisition ou cession affectant de manière significative le périmètre de consolidation.

Note 4. – Secteurs opérationnels

Le Groupe est centré autour d'une seule activité : la vente de vins et spiritueux, et est organisé en quatre secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques : France, Europe hors France, Amérique et Asie/Reste du monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des frais publi-promotionnels et des frais de structure. Les secteurs présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

France:

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Chiffre d'affaires	517	374
Marge brute après coûts logistiques	386	259
Frais publi-promotionnels	- 121	- 93
Résultat opérationnel courant	174	80

Europe hors France:

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Chiffre d'affaires	1 232	1 245
Marge brute après coûts logistiques	731	744
Frais publi-promotionnels	- 176	- 193
Résultat opérationnel courant	339	326

Amérique :

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Chiffre d'affaires	1 166	1 282
Marge brute après coûts logistiques	721	831
Frais publi-promotionnels	- 204	- 243
Résultat opérationnel courant	338	378

Asie et reste du monde :

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Chiffre d'affaires	1 699	2 005
Marge brute après coûts logistiques	1 025	1 262
Frais publi-promotionnels	- 317	- 359
Résultat opérationnel courant	527	674

Total:

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Chiffre d'affaires	4 614	4 907
Marge brute après coûts logistiques	2 863	3 096
Frais publi-promotionnels	- 817	- 888
Résultat opérationnel courant	1 379	1 459

Ventilation du chiffre d'affaires

(En millions d'euros)	Chiffres d'affaires au 31/12/2011	Chiffres d'affaires au 31/12/2012	
TOP 14 Spiritueux & Champagnes	2 817	3 087	
Vins Premium Prioritaires	223	243	
18 marques-clé locales/ spiritueux	787	832	
Autres produits	787	744	
Total	4 614	4 907	

Note 5. – Résultat financier.

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Charges financières	- 245	- 277
Produits financiers	17	8
Coût de la dette financière nette	- 228	- 269
Commissions de structuration et de placement	-3	-2
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	0	-5
Autres éléments financiers courants	-2	3
Résultat financier courant	- 233	- 272
Ecarts de change	-28	0
Autres éléments financiers non courants	- 12	0
Résultat financier total	- 273	- 272

Au 31 décembre 2012, le coût de la dette financière nette provient des charges financières relatives au crédit syndiqué pour 10 millions d'euros, aux emprunts obligataires pour 202 millions d'euros, aux billets de trésorerie pour 2 millions d'euros et aux couvertures de taux et de change pour 47 millions d'euros.

Note 6. – Autres produits et charges opérationnels.

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Charges nettes de restructuration	-6	-17
Dépréciations d'actifs	-3	-73
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs	15	32
Autres charges non courantes	-72	-56
Autres produits non courants	13	13
Autres produits et charges opérationnels	-53	-101

Note 7. – Impôt sur les bénéfices.

Analyse de la charge d'impôt :

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Impôt exigible	-236	-242
Impôt différé	3	14
Total	-233	-228

 $Analyse \ du \ taux \ d'impôt \ effect if-R\'esultat \ net \ des \ activit\'es \ pour suivies \ avant \ impôt:$

(En millions d'euros)	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Résultat opérationnel	1 325	1 358
Résultat financier	-273	-272
Base d'imposition	1 052	1 086
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France (36,10%)	- 362	- 392
Impact des différences de taux d'imposition	93	113
Impact fiscal lié aux variations des taux de change	38	8
Réestimation des impôts différés liée à des changements de taux		28
Incidence des reports déficitaires utilisés/non activés	1	-4
Impact lié à la différence des bases comptable et fiscale des actifs cédés	3	-
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit/ majoré	3	3
Autres impacts	4	15
Charge d'impôt effective	- 233	- 228
Taux effectif d'impôt	22%	21%

Les impôts différés se décomposent ainsi par nature :

(En millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2012
Marges en stocks.	93	92
Ecart d'évaluation sur actifs et passifs	29	26
Provisions pour retraites	101	91
Actifs d'impôt différé lié aux déficits reportables	972	778
Provisions (hors provisions pour retraites) et autres	770	770
Total actifs d'impôt différé	1 965	1 758
Amortissements dérogatoires	48	42
Ecart d'évaluation sur actifs et passifs	2 658	2 480
Autres	420	481
Total passifs d'impôt différé	3 126	3 003

Détail de l'impôt alloué aux autres éléments du résultat global :

		31/12/2011		31/12/2012			
(En millions d'euros)	Montant avant impôt	Impôt	Montant après impôt	Montant avant impôt	Impôt	Montant après impôt	
Couvertures d'investissements nets	-226	-	-226	106	-	106	
Couvertures de flux de trésorerie	-52	24	-29	50	-18	31	
Actifs financiers disponibles à la vente	-0	-	-0	-	-	-	
Différences de conversion	801	-	801	-337	-	-337	
Autres éléments du résultat global							
pour la période	522	24	545	-182	-18	-200	

Note 8. – Résultat par action.

Résultat net part du Groupe et résultat net des activités poursuivies par action :

	31/12/2011 6 mois	31/12/2012 6 mois
Numérateur (en millions d'euros)		
Résultat net part du Groupe	800	847
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	800	847
Dénominateur (en nombre d'actions)		
Nombre moyen d'actions en circulation	262 607 702	263 454 571
Effet dilutif des attributions gratuites d'action	400 780	974 252
Effet dilutif des stock-options et options de souscription	1 354 363	1 805 274
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	264 362 846	266 234 098
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action de base	3,05	3,22
Résultat net part du Groupe par action après dilution	3,03	3,18
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités abandonnées) par action de base	3,05	3,22
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités abandonnées) par action après dilution	3,03	3,18

Note 9. – Immobilisations incorporelles et goodwills.

(En millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2012
Goodwills	5 276	5 155
Marques	12 451	12 136
Autres immobilisations incorporelles	253	267
Valeurs brutes	17 979	17 557
Goodwills	-150	- 145
Marques	-317	- 378
Autres immobilisations incorporelles	-153	- 164
Amortissements et dépréciations	-619	- 686
Immobilisations incorporelles nettes	17 360	16 871

Goodwills. — Les goodwills correspondent principalement aux goodwills issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit (« V&S ») en juillet 2008.

Marques. — Les principales marques valorisées au bilan sont : Absolut, Ballantine's, Beefeater, Chivas Regal, Kahlúa, Malibu, Martell, et Brancott Estate, lesquelles ont été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq et V&S.

La variation des marques et *goodwills* est essentiellement liée aux évolutions de change. Une perte de valeur a également été constatée à fin décembre 2012 sur la marque Brancott Estate pour tenir compte de sa moindre performance commerciale par rapport aux prévisions.

Le Groupe n'est dépendant d'aucun brevet ou licence spécifique.

Note 10. – Stocks et en-cours.

La répartition des stocks et en-cours de production à la clôture est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2012
Matières premières	140	134
Encours de biens	3 518	3 525
Stocks de marchandises	434	463
Produits finis	264	217
Valeurs brutes	4 356	4 339
Matières premières	-12	-11
Encours de biens	-24	-23
Stocks de marchandises	-16	-16
Produits finis	-9	-8
Dépréciations	-61	-58
Stocks nets	4 295	4 282

Au 31 décembre 2012, les en-cours de biens sont constitués à 77% de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

Note 11. - Transferts d'actifs financiers

Au cours du premier semestre de l'exercice 2012/13, le Groupe a poursuivi ses programmes de cession de créances sur diverses filiales ayant donné lieu à des encours de créances cédées de 707 millions d'euros au 31 décembre 2012 et de 500 millions d'euros au 30 juin 2012. La quasi-totalité des risques et avantages ayant été transférée, les créances ont été décomptabilisées.

Actifs décomptabilisés avec implication continue

(En millions d'euros)	(En millions d'euros) Valeur comptable de l'implication co				Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale	
Implication continue	Coût amorti	Detenu jusqu'à l'échéance	Disponible à la vente	Passifs financiers à la juste valeur			
Dépôt de garantie affacturage et titrisation	39	-	-	-	39		39

Note 12. – Provisions.

1. Détail des soldes de clôture

La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante

(En millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2012	Réf.
Provisions non courantes	30/00/2012	31/12/2012	KCI.
	367	351	12.3
Provisions pour pensions et indemnités de retraites			12.5
Autres provisions pour risques et charges non courantes	641	557	12.2
Provisions courantes			
Provisions pour restructuration	18	14	12.2
Autres provisions pour risques et charges courantes	160	151	12.2
Total	1 186	1 072	

2. Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnit'es de retraites)

	Mouvements de l'exercice							
(En millions d'euros)	30/06/2012	Dotations	ions Utilisations Reprise pour provisions de change		de	Autres mouvements	31/12/2012	
Provisions pour restructuration	18	9	- 12	-0	-0	- 1	14	
Autres provisions courantes	160	6	- 5	-3	-7	- 1	151	
Autres provisions non courantes	641	47	-4	- 109	- 13	- 5	557	
Provisions	819	62	- 22	- 113	-20	-7	721	

3. Provisions pour retraites

Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie, sous forme de régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation entre la provision au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2012 :

(En millions d'euros)	2011	2012
Passif net comptabilisé (juin)	259	164
Charge /produit net(te) sur la période	18	34
Cotisations aux plans par l'employeur et prestations payées directement par l'employeur, net	-77	- 88
Variation de périmètre	0	-
Ecarts de change	11	-3
Passif net comptabilisé	211	106
Plan en surplus	145	245
Provision à la clôture (décembre)	356	351

La charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

(En millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2012
Avantages accumulés durant la période	19	24
Coût financier (effet de l'actualisation)	101	104
Rendement attendu des actifs de régime	- 102	- 100
Amortissement du coût des services passés	2	- 1
Amortissement des (gains) / pertes actuarielles	0	6
Effet du plafond d'actif	0	-
Effet des liquidations / réductions des avantages futurs	-2	-
Modifications de plans	0	-
Charge/ produit net(te) comptabilisée au résultat	18	34

Note 13. – Passifs financiers.

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'investissements nets, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

1. Analyse de l'endettement financier net par nature et maturité

		30/06/2012		:	31/12/2012	
(En millions d'euros)	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	153	8 044	8 197	225	7 852	8 077
Crédit syndiqué	-	1 001	1 001	-	580	580
Billets de trésorerie	355	-	355	619		619
Autres emprunts et dettes financières	372	251	623	300	511	811
Autres passifs financiers	727	1 252	1 979	919	1 091	2 010
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	880	9 296	10 176	1 144	8 943	10 086
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	-	- 101	-101	-	- 109	- 109
Instruments dérivés passifs en couverture de juste valeur	-	41	41	-	38	38
Instruments dérivés en couverture de juste valeur	-	- 60	-60	-	- 71	-71
Instruments dérivés actifs en couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés passifs en couverture d'investissement net	-	34	34	-	11	11
Instruments dérivés en couverture d'investissement net	-	34	34	-	11	11
ENDETTEMENT FINANCIER COUVERTURES	880	9 270	10 150	1 144	8 883	10 026
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 787	-	-787	- 878	-	- 878
ENDETTEMENT FINANCIER NET	93	9 270	9 363	266	8 883	9 148

2. Répartition de l'endettement par devise avant et après prise en compte des instruments de couverture de change au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012

Au 30/06/2012 (en millions d'euros)	Dette avant couverture	Incidence des couvertures	Dette après couverture	Disponibilités	Dette nette après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	4 987	- 310	4 677	- 176	4 501	46%	48%
USD	4 661	1 166	5 826	- 40	5 787	57%	62%
GBP	343	- 447	- 105	2	- 102	- 1%	- 1%
SEK	12	- 240	-228	- 20	- 248	- 2%	- 3%
Autres devises	174	- 195	-21	- 553	- 574	0%	- 6%
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	10 176	-26	10 150	- 787	9 363	100%	100%

Au 31/12/2012 (en millions d'euros)	Dette avant couverture	Incidence des couvertures	Dette après couverture	Disponibilités	Dette nette après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	5 463	- 568	4 895	- 174	4 721	49%	52%
USD	4 064	1 409	5 473	- 67	5 406	55%	59%
GBP	341	- 626	-285	-7	- 292	- 3%	- 3%
SEK	12	- 143	- 131	- 60	- 191	- 1%	- 2%
Autres devises	206	- 132	74	- 570	- 496	1%	- 5%
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	10 086	-60	10 026	- 878	9 148	100%	100%

3. Répartition de l'endettement par devise et par type de couvertures de taux au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012

Au 30/06/2012 (en millions d'euros)	Dette après couverture par devise	Dette fixe	Dette variable encadrée	Dette variable non couverte	% (dette fixe + variable encadrée)/ dette après couverture	Disponibilités	% (dette fixe + variable encadrée)/ dette nette
EUR	4 677	2 931	250	1 496	68%	- 176	71%
USD	5 826	6 012	159	- 344	106%	-40	107%
GBP	- 105	-	-	- 105	N/S	2	N/S
SEK	- 228	-	-	- 228	N/S	- 20	N/S
Autres	- 21	-	-	- 21	N/S	- 553	N/S
TOTAL	10 150	8 943	409	798	92%	- 787	100%

Au 31/12/2012 (en millions d'euros)	Dette après couverture par devise	Dette fixe	Dette variable encadrée	Dette variable non couverte	% (dette fixe + variable encadrée)/ dette après couverture	Disponibilités	% (dette fixe + variable encadrée)/dette nette
EUR	4 895	3 683	250	961	80%	- 174	83%
USD	5 473	5 736	152	-415	108%	- 67	109%
GBP	- 285	-	-	- 285	N/S	-7	NS
SEK	- 131	-	-	- 131	N/S	- 60	NS
Autres	74	-	-	74	N/S	- 570	NS
TOTAL	10 026	9 420	402	205	98%	- 878	107%

$4. \ R\'{e}partition \ de \ la \ dette \ taux \ fixe/taux \ variable \ avant \ et \ apr\`{e}s \ prise \ en \ compte \ des \ instruments \ de \ couverture \ de \ taux \ au \ 30 \ juin \ 2012 \ et \ 31 \ d\'{e}cembre \ 2012$

		30/06/	/2012		31/12/2012				
(En millions d'euros)	Dette avant couverture		Dette après couverture		Dette avant couverture		Dette après couverture		
Dette fixe	7 773	77%	8 943	88%	7 591	76%	9 420	94%	
Dette variable encadrée	-	-	409	4%	-	-	402	4%	
Dette variable	2 377	23%	798	8%	2 434	24%	205	2%	
ENDETTEMENT FINANCIER APRES COUVERTURE PAR NATURE DE TAUX	10 150	100%	10 150	100%	10 026	100%	10 026	100%	

Au 31 décembre 2012 avant toute couverture, 76 % de la dette brute du Groupe est à taux fixe et 24 % à taux variable. Après couverture, la part à taux variable est de 2 %.

5. Échéancier des passifs financiers au 30 juin 2012 et 31 décembre 2012

Le tableau ci-dessous présente les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux figés au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012.

Au 30/06/2012 (en millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Intérêts		- 3 290	- 128	- 287	-414	- 368	-311	- 256	- 1 525
Nominal		- 9 985	- 495	- 232	- 923	- 803	- 1 385	- 2 709	- 3 438
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	- 10 176	- 13 275	- 622	- 520	- 1 337	- 1 172	- 1 696	- 2 966	- 4 963
Cross currency swaps:	- 75	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-1016	- 3	-3	- 374	-0	- 636	-	-
Flux à recevoir	-	939	-	18	328	-	594	-	-
Dérivés passifs	- 282	- 307	- 77	- 69	- 69	- 58	- 33	- 1	-
INSTRUMENTS DERIVES PASSIFS	- 356	- 384	- 80	- 54	- 115	- 58	-75	-1	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	- 10 532	- 13 659	-702	- 574	-1452	-1 230	- 1 771	-2967	-4963

Au 31/12/2012 (en millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Intérêts		-3011	-278	- 118	-370	-350	- 291	-227	- 1 377
Nominal		- 9 730	- 807	- 569	- 370	- 978	- 1 233	- 2 585	- 3 188
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	- 10 086	- 12 741	- 1 084	- 688	-741	- 1 327	- 1 523	- 2 812	- 4 566
Cross currency swaps:	- 49	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	- 988	- 3	-3	- 373	-2	- 607	-	-
Flux à recevoir	-	935	18	-	324	-	594	-	-
Dérivés passifs	-217	- 237	- 79	- 35	- 62	-48	- 14	-	-
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS	- 266	- 289	- 64	- 38	- 111	- 49	- 26	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	- 10 352	- 13 030	-1149	- 726	-852	-1377	-1 550	- 2 812	- 4 566

6. Crédit syndiqué Vin&Sprit

Au 31 décembre 2012, le tirage du crédit syndiqué multi-devises signé le 25 avril 2012 s'élève à 580 millions d'euros. Le tirage renouvelable libellé en euros a été consenti à un taux correspondant à l'EURIBOR en vigueur, majoré d'une marge prédéterminée et de coûts obligatoires. Le montant non tiré du crédit syndiqué au 31 décembre 2012 s'élève à 1 920 millions d'euros.

7. Emprunts obligataires

Montant nominal	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance	Valeur au bilan au 31/12/2012 (en millions d'euros)
250 MGBP	6,625%	12/06/2002	12/06/2014	338
550 MEUR	4,625%	06/12/2006	06/12/2013	551
800 MEUR	7,000%	15/06/2009	15/01/2015	851
1 200 MEUR	4,875%	18/03/2010	18/03/2016	1 281
201 MUSD	Marge + Libor 3 mois	21/12/2010	21/12/2015	152
1 000 MEUR	5,000%	15/03/2011	15/03/2017	1 035
1 000 MUSD	5,750%	07/04/2011	07/04/2021	791
1 500 MUSD	4,450%	25/10/2011	15/01/2022	1 152
850 MUSD	2,950%	12/01/2012	15/01/2017	667
850 MUSD	4,250%	12/01/2012	15/07/2022	613
800 MUSD	5,500%	12/01/2012	15/01/2042	645
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES				8 077

Note 14. – Instruments financiers.

Juste valeur des instruments financiers

		Ventilat	ion par class	mptable	30/06/	2012	
(En millions d'euros)	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Actifs financiers disponibles à la vente	Niveau 3	-	22	-	-	22	22
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participation		-	-	65	-	65	65
Autres actifs financiers non courants	Niveau 2	206	-	-	-	206	206
Créances clients		-	-	1 289	-	1 289	1 289
Autres actifs courants		-	-	87	-	87	87
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	150	-	-	-	150	150
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	787	-	-	-	787	787
Passif							
Emprunts obligataires		-	-	-	8 197	8 197	8 740
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	1 979	1 979	1 979
Emprunts sur opérations de crédit-bail		-	-	-	51	51	51
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	356	-	-	-	356	356

		Ventilat	ion par clas	sification co	mptable	31/12/	2012
(En millions d'euros)	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Actifs financiers disponibles à la vente	Niveau 3	-	21	-	-	21	21
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participation		-	-	78	-	78	78
Autres actifs financiers non courants	Niveau 2	249	-	-	-	249	249
Créances clients		-	-	1 938	-	1 938	1 938
Autres actifs courants		-	-	92	-	92	92
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	156	-	-	-	156	156
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	878	-	-	-	878	878
Passif							
Emprunts obligataires		-	-	-	8 077	8 077	8 919
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	2 010	2 010	2 010
Emprunts sur opérations de crédit-bail		-	-	-	50	50	50
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	266	-	-	-	266	266

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- dette : la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.
- emprunts obligataires : la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur ;
- autres passifs financiers à long terme : la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée, en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture :
- instruments dérivés : la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 (instruments financiers : informations à fournir) :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1)
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables

Note 15. – Notes sur le tableau des flux de trésorerie.

1. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de 548 millions d'euros en raison d'une activité plus soutenue à fin décembre 2012 par rapport à fin juin 2012. Elle se décompose comme suit :

- stocks: +24 millions d'euros
- créances clients : +698 millions d'euros
- dettes d'exploitation : (129) millions d'euros
- autres: (45) millions d'euros

2. Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles proviennent non seulement de hausses de capacités de production (distilleries notamment) mais aussi de l'augmentation de nos besoins en logement pour stocks à vieillissement (chais, barriques) dans les filiales de production.

3. Cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières

Les cessions proviennent essentiellement de la vente de l'immeuble situé rue Solferino.

4. Souscription/remboursement d'emprunts

Le Groupe a procédé à des remboursements du crédit syndiqué à hauteur de 413 millions d'euros.

Note 16. – Capitaux propres.

1. Capital social.

Le capital social du Groupe a évolué de la manière suivante entre le 1^{er} juillet 2012 et le 31 décembre 2012 :

	Nombre de titres	Montant en millions d'euros
Capital social au 1 ^{er} juillet 2012	265 310 605	411
Levée d'options de souscription dans le cadre de plans de souscription d'actions	110 987	0
Capital social au 31 décembre 2012	265 421 592	411

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de dix ans, acquièrent un droit de vote double.

2. Titres autodétenus.

Au 31 décembre 2012, Pernod Ricard SA et ses filiales contrôlées détenaient 1 771 684 titres Pernod Ricard pour une valeur de 125 millions d'euros.

Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

3. Dividendes versés et proposés.

Suite à la résolution approuvée par l'Assemblée générale mixte du 9 novembre 2012, le dividende total au titre de l'exercice clos le 30 juin 2012 s'élève à 1,58 euros par action. Un acompte de 0,72 € par action ayant été versé le 5 juillet 2012, le solde, soit 0,86 € par action, a été détaché le 14 novembre 2012 et mis en paiement le 19 novembre 2012.

Note 17. – Paiements en actions.

Le Groupe a constaté une charge de 18,3 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des plans de stock options et d'actions gratuites en vigueur au 31 décembre 2012 et une charge de 0,4 million d'euros au titre des programmes de Droits à l'Appréciation d'Actions (DAA). Un passif est enregistré à hauteur de 5,5 million, au 31 décembre 2012, en autres dettes courantes au titre des programmes de DAA.

Les plans sont dénoués soit en actions (« equity-settled »), soit en trésorerie (« cash-settled »).

Le nombre d'options/d'actions en circulation a évolué de la façon suivante entre le 30 juin 2012 et le 31 décembre 2012 :

	En unité
Nombre d'options / droits à actions en circulation au 30 juin 2012	9 245 463
Nombre d'options levées au cours de la période	1 099 649
Nombre d'options/d'actions annulées au cours de la période	57 987
Nombre d'options nouvellement attribuées au cours de la période	-
Nombre d'options / droits à actions en circulation au 31 décembre 2012	8 087 827

Note 18. - Engagements hors bilan.

en millions d'euros	Total	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés	3 751	659	2 869	223
Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du groupe	-	-	-	-
Engagements de prise de participation	-	-	-	-
Engagements donnés dans le cadre d'opérations spécifiques	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Engagements hors bilan donnés liés au financement de la société	2 021	8	2 006	6
Garanties financières données	2 021	8	2 006	6
Autres	-	-	-	-
Engagements liés aux activités opérationnelles de l'émetteur	1 730	651	863	216
Engagements d'achats fermes et irrévocables de matière première	1 140	368	711	60
Engagements fiscaux	283	200	4	79
Contrats de locations simples	277	59	142	76
Autres	30	23	6	1

en millions d'euros	Total	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements reçus	2 112	180	1 930	1
Engagements hors bilan reçus liés au périmètre du groupe	-	-	-	-
Engagements reçus dans des opérations spécifiques liées à la concurrence et au marché	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Engagements hors bilan reçus liés au financement de la société	2 105	174	1 930	1
Lignes de crédit reçus et non utilisées	2 058	128	1 930	-
Garanties financières reçues	47	45	0	1
Autres	-	-	-	-
Engagements liés aux activités opérationnelles de l'émetteur	7	6	0	-
Engagements contractuels liés à l'activité et au développement de l'activité	4	4	0	-
Autres	2	2	-	-

1. Détail des principaux engagements.

Les lignes de financement bancaire correspondent essentiellement à des engagements liés au financement et aux investissements financiers du Groupe et plus spécifiquement au montant nominal de la part non tirée au 31 décembre 2012 du crédit syndiqué (cf note 13).

Dans le cadre de l'acquisition d'Allied Domecq, des garanties de passif, notamment à caractère fiscal, ont été accordées. Des provisions ont été par ailleurs constituées à hauteur des risques tels qu'estimés par le Groupe (cf. Note 12).

2. Obligations contractuelles.

Dans le cadre de leur activité de production de vin ou de champagne, les filiales australienne PR Australia, néo-zélandaise PR New Zealand et française Mumm Perrier-Jouët sont engagées, au 31 décembre 2012, à hauteur de, respectivement, 122 millions, 40 millions et 226 millions d'euros dans des contrats d'approvisionnement en raisin. Dans le cadre de son activité de production de cognac, la filiale française Martell s'est engagée à hauteur de 543 millions d'euros dans des contrats d'approvisionnement d'eaux de vie

Note 19. - Litiges.

Les litiges suivants sont les principaux litiges auxquels le Groupe est exposé. Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Litiges relatifs aux marques

Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue dans la plupart des pays par une *joint-venture* dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire, et est enregistrée dans plus de 120 pays où le rhum Havana Club est commercialisé. Aux États-Unis, la marque est détenue par une société cubaine (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés aux États-Unis, par une société concurrente de Pernod Ricard.

Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées par le régime castriste a été adoptée en 1998, puis condamnée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC.

- 1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque « Havana Club », détenue aux États-Unis par la société Cubaexport depuis 1976. En août 2006, conformément aux directives de l'OFAC, l'Office Américain des Brevets et des Marques (USPTO) a refusé le renouvellement de ladite marque « Havana Club ». Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC contestant tant la décision de l'OFAC que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. En mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. En mars 2011, la Cour d'Appel a privé, à deux voix contre une, la possibilité pour Cubaexport de renouveler sa marque. Un recours a été présenté le 27 janvier 2012 devant la Cour Suprême avec le soutien de la France, du National Foreign Trade Council et de la Washington Legal Foundation, lequel a été déclaré irrecevable le 14 mai 2012. Cubaexport reste dans l'attente d'une décision du l'USPTO concernant le statut de sa marque. Dans l'intervalle, Pernod Ricard a annoncé le lancement d'un rhum cubain, produit dans les mêmes conditions que le rhum Havana Club, qui sera commercialisé aux États-Unis dès la levée de l'embargo. Ce produit sera vendu sous la marque « Havanista® », enregistrée auprès de l'USPTO depuis août 2011.
- 2. Une société concurrente du Groupe a saisi l'USPTO, sollicitant l'annulation du dépôt de la marque « Havana Club » effectué au nom de la société Cubaexport. En janvier 2004, l'USPTO a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia. Cette procédure est suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport.
- 3. En août 2006, cette société concurrente a lancé sur le marché américain un rhum « Havana Club » fabriqué à Porto Rico. Pernod Ricard USA a intenté une action judiciaire devant le Tribunal du District du Delaware au motif que la société concurrente allègue à tort être titulaire de la marque « Havana Club » et que cette affirmation inexacte ainsi que l'utilisation de la marque « Havana Club » pour un rhum non cubain sont trompeuses pour le consommateur et devraient par conséquent être interdites. En avril 2010, le Tribunal du District du Delaware a débouté Pernod Ricard USA, qui a interjeté appel de ce jugement. Le 4 août 2011, la Cour d'Appel a confirmé la décision des juges de première instance.
- 4. En juin 2005, le Tribunal de Première Instance espagnol a confirmé les droits de HCH sur la marque « Havana Club » suite à une procédure engagée en 1999, notamment par cette même société concurrente. Les demandeurs ont fait appel devant la Cour Provinciale de Madrid, qui a rejeté leurs demandes en février 2007. Ils se sont pourvus en cassation devant la Cour Suprême espagnole qui a rejeté leurs demandes dans une décision rendue le 3 février 2011.

Stolichnaya

Des sociétés, qui représenteraient les intérêts de la Fédération de Russie sur des questions liées à la propriété des marques de vodka aux États-Unis, ont cité à comparaître devant le Tribunal de Première Instance du District Sud de New York les sociétés Allied Domecq International Holdings B.V., Allied Domecq Spirits & Wine USA, Inc., SPI Spirits et d'autres parties. Dans le cadre de cette procédure, les demandeurs remettaient en cause la propriété qu'avait à l'époque Allied Domecq International Holdings B.V. sur la marque « Stolichnaya » aux États-Unis et demandaient des dommages et intérêts sur la base des ventes de vodka par Allied Domecq aux États-Unis ainsi que le reversement de tous les bénéfices réalisés. Déboutés en mars 2006 de toutes leurs actions relatives à la propriété qu'avait à l'époque Allied Domecq International Holdings B.V. sur la marque « Stolichnaya » aux États-Unis, les demandeurs ont interjeté appel de la partie de la décision ayant rejeté leur demande de reconnaissance de propriété sur la marque ainsi que leurs plaintes pour contrefaçon de la marque et pour fraude (et le rejet de certaines réclamations contre des entités du Groupe SPI).

En octobre 2010, la Cour d'Appel a rejeté toute accusation de fraude et d'enrichissement indu à l'encontre des défendeurs mais a néanmoins accordé aux demandeurs la possibilité de poursuivre, à nouveau devant le Tribunal de première instance, leur action pour contrefaçon, appropriation illicite de la marque et concurrence déloyale.

En février 2011, les demandeurs ont déposé une troisième plainte modifiée pour contrefaçon (et plaintes connexes) et appropriation illicite de la marque contre Allied Domecq, les entités du Groupe SPI et de nouveaux défendeurs, William Grant & Sons USA, et William Grant & Sons, Inc., (actuels distributeurs de Stolichnaya aux États-Unis). Tous les défendeurs ont déposé une demande de rejet de cette troisième plainte modifiée.

Le 1^{er} septembre 2011, les plaintes des demandeurs pour contrefaçon et concurrence déloyale ont été rejetées au motif qu'ils n'avaient pas qualité pour agir au nom de la Fédération de Russie. Compte tenu du rejet de ces plaintes, le juge a refusé d'exercer sa compétence sur l'autre action pour appropriation illicite de la marque et l'a donc rejetée, sans préjudice toutefois du droit pour les demandeurs de déposer plainte à nouveau devant un Tribunal.

Le Tribunal de première instance ayant rendu son jugement le 8 septembre 2011, les demandeurs ont interjeté appel en octobre 2011. Le jugement en appel devrait être rendu courant de l'année 2013.

Litiges commerciaux

Plainte déposée par la République de Colombie contre Pernod Ricard, Seagram et Diageo

En octobre 2004, la République de Colombie, ainsi que diverses administrations régionales colombiennes, ont intenté un procès à Pernod Ricard, Pernod Ricard USA LLc, Diageo Plc, Diageo North America Inc., United Distillers Manufacturing Inc., IDV North America Inc. et Seagram Export Sales Company Inc. devant le Tribunal de Première Instance du District Est de New York (le « Tribunal de Première Instance »).

Les plaignants prétendent que les sociétés visées ci-dessus auraient commis un acte de concurrence déloyale à l'encontre du gouvernement colombien et de ses administrations régionales (qui détiennent le monopole constitutionnel de production et de distribution des spiritueux) en vendant leurs produits par l'intermédiaire de circuits de distribution illicites et en recevant des paiements de sociétés impliquées dans le blanchiment d'argent. Pernod Ricard conteste cette plainte.

Les défendeurs ont demandé le rejet de cette plainte pour plusieurs motifs, arguant notamment que le Tribunal de Première Instance n'est pas compétent pour connaître de ce litige, qu'il serait plus approprié de le plaider en Colombie, et que la plainte n'est pas fondée en droit. En juin 2007, le Tribunal de Première Instance a partiellement accepté et partiellement rejeté la demande des défendeurs, visant au rejet de la plainte.

En janvier 2008, la « *United States Court of Appeals for the Second Circuit* » a refusé de réexaminer la décision du Tribunal de Première Instance

Suite au lancement de la procédure de discovery sur les plaintes des demandeurs non rejetées par le Tribunal, en mars 2011, Pernod Ricard a demandé une nouvelle fois le rejet des plaintes en se fondant sur une jurisprudence récente relative à l'application extraterritoriale de la loi « RICO ». La procédure de discovery a été suspendue dans son intégralité dans l'attente de la décision de la Cour sur cette demande.

Le 8 novembre 2012, après que leurs avocats se soient retirés à nouveau du dossier, les demandeurs ont renoncé à l'ensemble de leurs plaintes restantes « without prejudice » ce que la Cour a accepté. Pernod Ricard continuera de collaborer avec les administrations régionales colombiennes afin de lutter contre les importations illégales et la contrefaçon, et de promouvoir la mise en place de marchés ouverts à la concurrence, dans l'intérêt des consommateurs comme des producteurs.

En septembre 2009, Diageo et Pernod Ricard ont chacun reçu 10 millions de dollars américains de Vivendi SA et Vivendi I Corp. en contrepartie d'une décharge de responsabilité de ces dernières s'agissant de certains dommages et intérêts résultant éventuellement du litige et fondés sur les actions de Seagram avant son acquisition par Pernod Ricard et Diageo.

Droits d'accises en Inde

Pernod Ricard India (P) Ltd est impliquée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé en Inde. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu en juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001. S'agissant de la période entre 2001 et décembre 2010, Pernod Ricard India (P) Ltd a versé le reliquat des droits, tels que déterminés par les douanes, bien que les valeurs utilisées soient contestées car considérées comme trop élevées. La Société s'emploie activement à finaliser avec les autorités les questions en suspens.

Note 20. – Parties liées.

Au cours du premier semestre clos le 31 décembre 2012, les relations entre le Groupe et les sociétés liées sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 30 juin 2012, mentionnées dans le rapport annuel. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période.

Note 21. – Evénements post-clôture.

Le 4 février 2013, Pernod Ricard a annoncé que sa filiale Martell & Co est en négociation exclusive avec Monsieur Lassalle pour l'acquisition de la Société Le Maine au Bois SAS qui a pour activité la distillation, le stockage et le commerce d'eaux de vie, en AOC Cognac.

IV. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Comptes consolidés semestriels condensés - période du 1er juillet au 31 décembre 2012

Aux actionnaires.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Pernod Ricard, relatifs à la période du 1er juillet au 31 décembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 14 février 2013		
Les Commissaires aux Comptes		
Deloitte & Associés	Mazars	
Marc de Villartay	Isabelle Sapet	